Qu’est-ce qui motive l’expansion turque ? Le Kurdistan retournera-t-il sous domination ottomane ?

Ayoub Babo Barzani

2026-07-26

Depuis la fondation de la République turque en 1923, la politique turque se distingue des politiques irakienne, iranienne et syrienne par une violence excessive et persistante à l'encontre du peuple kurde, visant à effacer complètement l'identité kurde. Ce fait, les gouvernements turcs, quelles que soient leurs affiliations idéologiques, ne l'ont jamais dissimulé. Malgré cette dissimulation, la question kurde demeure l'un des dossiers les plus complexes du paysage politique et sécuritaire turc.

La politique de déni et d'interdiction de la Turquie est restée inchangée jusqu'aux années 1990, lorsque des campagnes militaires de grande envergure ont été lancées contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), même après l'arrestation de son chef, Abdullah Öcalan, par les services de renseignement turcs (MIT), avec l'aide du Mossad, de la CIA et des pays de l'OTAN. Suite à l'intérêt manifesté par les milieux occidentaux pour la question kurde après 2003, Ankara a adopté une double stratégie, mêlant actions militaires et politiques.

Israël et la Turquie cherchaient à renverser le régime d'Assad, et l'occasion idéale s'est présentée avec le Printemps arabe et le soulèvement populaire en Syrie en 2011. L'ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, Hamad ben Jassim Al Thani, a déclaré explicitement en mai 2017 que les services de renseignement saoudiens avaient demandé un budget colossal de 2 000 milliards de dollars pour renverser le gouvernement de Bachar el-Assad en Syrie. Il a confirmé que « des cellules d'opérations ont été mises en place en 2011 avec des représentants saoudiens, qataris, jordaniens et turcs, et que les Américains y étaient présents. Tout passait par ce comité, que ce soit ici ou là-bas », a affirmé Hamad, faisant référence à la cellule d'opérations « MOC » en Jordanie et à la cellule d'opérations « MOM » en Turquie. La mission de ces cellules était de renverser le régime syrien sous couvert de ce qui allait devenir la révolution syrienne.

À cette époque, la Turquie, Israël, les États-Unis, l'Occident et les monarchies du Golfe considéraient la Syrie comme un État ennemi et un allié de la République islamique d'Iran, ainsi qu'un soutien du Hezbollah au Liban et de l'axe de la résistance. Elle figurait parmi les six pays que les responsables politiques américains déclaraient ouvertement devoir être renversés.

Du fait de sa proximité géographique, la Turquie contrôlait l'acheminement de l'argent, des armes et de la formation destinés aux factions terroristes rassemblées dans ses camps et qui, par son intermédiaire, pénétraient en Syrie pour mener des opérations militaires contre le régime d'Assad. La politique turque visait à renverser le régime syrien, à condition que le peuple kurde n'en tire aucun avantage et que le scénario de la région du Kurdistan irakien ou d'un fédéralisme à l'image de l'Irak post-Saddam ne se reproduise pas.

La communauté kurde a été profondément choquée par les choix qui s'offraient à elle suite au soulèvement syrien contre le régime d'Assad. D'une part, la plupart des factions et organisations armées islamistes syriennes soutenues par la Turquie ne reconnaissent pas les droits du peuple kurde et les considèrent comme alliées au régime d'Assad. D'autre part, les forces de gauche et laïques syriennes se montraient plus sensibles aux exactions et aux injustices subies par le peuple kurde. Malheureusement, pour diverses raisons, l'opposition syrienne a perdu son indépendance et les services de renseignement turcs (MIT) ont pris le contrôle de la plupart des partis politiques, organisations et factions armées syriennes. Le gouvernement turc a également coopté des factions kurdes syriennes, les armant et les

finançant. La direction familiale du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a contribué à la réalisation de ce projet turc.

La présence d'Arabes et de certains Kurdes syriens dans la sphère d'influence turque a conféré à Ankara une marge de manœuvre considérable pour dominer la politique syrienne. Ankara a également consolidé son contrôle sur certaines factions kurdes hors de ses frontières, notamment en Irak et en Syrie, ce qui a contribué à renforcer son influence dans l'ensemble de la région. Cela équivaut à un retour du Kurdistan ottoman au sein de l'empire.

Durant la guerre civile, les Kurdes ont établi une administration civile autonome fonctionnelle dans le nord-est de la Syrie (Rojava), ce qui a provoqué la colère d'Ankara, qui attendait une occasion de l'éliminer. Plus précisément, l'administration kurde constituait une cible de longue date du projet turc.

À certaines époques, certains partis et personnalités politiques kurdes avaient l'impression que les pays occidentaux – l'Amérique, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie et d'autres pays de l'OTAN – apportaient un soutien sérieux au peuple kurde dans la construction de son État indépendant ou d'un système fédéral, malgré l'opposition turque à ce projet.

Cette tendance s'est accentuée lorsque le gouvernement américain a convoqué à plusieurs reprises des dirigeants kurdes à la Maison Blanche ou dans diverses capitales européennes pour rencontrer de hauts responsables américains et européens, ainsi que des dirigeants des partis kurdes du « KDP » et du « YNK », puis Mazloum Abdi et Ilham Ahmed, dirigeants du « Rojava ». Le gouvernement américain était convaincu du rôle important joué par les « FDS » sur la scène syrienne et de la possibilité d'exploiter ce rôle dans le contexte politique actuel pour renforcer sa politique et son projet au Moyen-Orient. Il a ainsi établi des bases militaires au nord du territoire syrien, où se situent les puits de pétrole et les zones de production agricole, et au sud, sur la base stratégique d'al-Tanf, au sud-est de la Syrie, au point de rencontre des frontières syro-irakiennes.

Du côté kurde, le changement radical de la position américaine a provoqué un choc. La fuite de Bachar el-Assad et l'entrée d'Ahmed al-Charia à Damas ont marqué un tournant géostratégique dans la politique occidentale au Moyen-Orient. Le passé d'al-Charia a été rapidement oublié, et le général Mazloum Abdi, commandant des Forces démocratiques syriennes, a reçu l'ordre d'intégrer ses forces au gouvernement intérimaire formé à Damas par al-Charia, un gouvernement uni par une seule affiliation politique. Al-Charia était considéré comme un « terroriste », tandis que Mazloum Abdi était perçu comme un « partenaire » par les États-Unis. Cependant, la situation s'est ensuite inversée : le terroriste a été reçu à la Maison Blanche par le président Trump, qui lui a exprimé son soutien. Parallèlement, Tom Barrack, ambassadeur des États-Unis en Irak et en Syrie, imposait des directives à Mazloum Abdi, le « partenaire ».

Tout ce qui s'est passé en Syrie depuis 2011 a été orchestré en grande partie par les pays de l'OTAN, les monarchies du Golfe et Israël. Même les organisations et groupes terroristes, quels que soient leurs noms, leurs affiliations et leurs pays d'origine, sont restés pour la plupart sous l'égide des pays de l'OTAN. Par exemple, Ahmed al-Sharaa (anciennement Abou Muhammad al-Julani) était manipulé par la Turquie. Par ailleurs, en 2017, le département d'État américain a annoncé une récompense pouvant atteindre 10 millions de dollars pour toute information menant à son arrestation, sous prétexte de « lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient », dans le cadre de son programme « Récompenses pour la justice ». En tant que membre important de l'alliance, la Turquie a joué un rôle majeur dans la restriction et l'affaiblissement du régime d'Assad en dirigeant des organisations terroristes takfiris opérant depuis son territoire.

En réponse, la Russie est intervenue militairement aux côtés de l'Iran pour soutenir le régime d'Assad et l'axe de la résistance. L'objectif d'Israël était d'éliminer l'influence iranienne en Syrie, d'empêcher l'acheminement d'armes vers le Hezbollah au Liban et certaines factions palestiniennes, de réaliser le projet du corridor de David et d'étendre son influence au Moyen-Orient. Quant à la Turquie, elle nourrit

des ambitions expansionnistes et voit dans cette situation une occasion propice de concrétiser ses aspirations néo-ottomanes, tout en contrôlant l'évolution imprévisible de la question kurde et en empêchant les Kurdes d'accéder à l'autonomie ou d'établir des relations avec Washington ou les gouvernements européens, ce qui pourrait mener à la création d'un État kurde.

Israël se trouve dans une situation comparable aux ambitions expansionnistes de la Turquie, d'autant plus que la quasi-totalité des régimes arabes autoritaires sont soit soumis, soit paralysés par des troubles internes, soit plongés dans le chaos, réprimant leur population et étouffant les libertés. Tout cela alimente le désir d'expansion et la création d'un Grand Israël. La situation actuelle en Syrie, caractérisée par l'impunité israélienne et turque, témoigne de l'ampleur de l'effondrement de l'État syrien et de la désintégration de ses institutions.

Les pressions exercées par l'ambassadeur américain Tom Barrack sur les dirigeants du Rojava s'inscrivent dans la stratégie américaine au Moyen-Orient. Il est inutile d'appliquer les mêmes tactiques coercitives à la direction familiale du PDK, compte tenu de son implication de longue date dans le projet turc. Il est fort probable que la flexibilité dont le gouvernement turc a récemment fait preuve envers le PKK vise à fournir un prétexte à Öcalan et Qandil pour accepter une forme d'accord avec le gouvernement d'Erdoğan. Plus précisément, l'objectif est de consolider tous les partis et organisations kurdes d'Irak, de Syrie, d'Iran et de Turquie sous l'égide turco-américaine, c'est-à-dire l'OTAN. Dans le contexte actuel de corruption endémique, de fragmentation et d'absence d'un projet national kurde unificateur et d'une direction sincère et compétente, les pays de l'OTAN utiliseront les forces kurdes comme mercenaires, tout en leur permettant de brandir le drapeau kurde, de danser et de chanter des chants patriotiques. Et les dirigeants corrompus et leurs fils resteront impunis.

Un autre fait qu'il convient d'aborder est que les pays de l'OTAN incitent les forces kurdes du nord, de l'est et du sud du Kurdistan à se rapprocher du président turc Recep Tayyip Erdogan, c'est-à-dire à les éloigner de tout accord avec l'Iran ou à maintenir leur neutralité. Il s'agit là du principal motif de la manipulation de la question kurde par les pays de l'OTAN.

Quelles que soient les divergences apparentes entre la Turquie et Israël, les deux pays sont soumis à leur maître à Washington, servent les stratégies américaines au Moyen-Orient et ne sortiront pas du carcan américain, surtout compte tenu des bonnes relations que Donald Trump entretient avec Erdogan et Netanyahu.

Le chauvinisme turc ne tolère pas l'établissement d'une administration kurde autonome, que ce soit en Irak ou en Syrie. Au contraire, il cherche par tous les moyens à la contrôler une fois formée. L'expérience irakienne et syrienne l'a démontré. À peine Bagdad et Damas avaient-ils relâché leur emprise sur les régions kurdes qu'Ankara s'est empressée de combler le vide du pouvoir laissé par l'effondrement de l'autorité centrale. Elle n'a eu aucun mal à soumettre la famille dirigeante du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) à son projet colonial – économiquement, politiquement, militairement et sécuritairement – et souhaite désormais que les dirigeants du Rojava adoptent la même position que ceux du PDK en Irak. En cas de refus, les conséquences seront désastreuses.

La Turquie dispose de nombreux leviers d'influence sur les partis kurdes qui conservent une certaine autonomie décisionnelle, ou plus précisément, sur les dirigeants qui ne se soumettent pas entièrement aux diktats turcs. La Turquie possède plusieurs atouts, notamment :

- Un pouvoir excessif, et après avoir purgé l'armée turque des éléments dont la loyauté envers la direction du Parti de la justice et du développement était douteuse, elle fut soumise à l'autorité politique en place.

- Ankara est membre de l'OTAN, et il est impossible pour les pays de l'alliance d'ignorer la sécurité et les intérêts turcs en raison de la question kurde, qui implique des acteurs non étatiques, compte tenu du désir des États-Unis, depuis le renversement du régime d'Assad, de traiter avec un gouvernement central fort à Bagdad et Damas.

- Abdullah Ocalan est sous sa garde.

- La direction du « Hadak » est soumise aux agendas turcs.

- (Lashkere Rozh) le Kurde du gouvernorat de Duhok reçoit des ordres de Türkiye et se coordonne avec la direction de (Hadak).

- Des groupes terroristes armés et entraînés en Turquie sont présents en Syrie et peuvent être utilisés contre le peuple kurde chaque fois que le gouvernement turc le souhaite.

- Le gouvernement syrien, dirigé par Ahmed al-Sharaa, reçoit ses ordres du gouvernement turc.

- Le facteur le plus déterminant du renforcement de l'influence turque sur la question kurde est peut-être la division manifeste au sein de la communauté kurde, la perte de sincérité et d'intégrité dans les relations politiques bilatérales, et le soutien apporté par certains partis et factions armées kurdes aux projets coloniaux d'Ankara, que ce soit ouvertement ou secrètement.

- Son contrôle sur les cours d'eau qui constituent la source de vie de l'agriculture en Irak.

Il aurait sans aucun doute été positif que les dirigeants kurdes d'Irak saisissent ces opportunités pour établir une administration kurde au service de leur peuple, au lieu de laisser cette chance historique être exploitée par des familles avides de richesse, de prestige et de pouvoir, agissant en toute impunité. Lorsque les événements ont démontré leur déconnexion avec la réalité et leur incapacité à évaluer correctement les relations régionales et internationales, ils ont préféré accuser tel ou tel État de trahison, refusant de reconnaître avoir gâché cette opportunité historique pour leur peuple. Cependant, il est trop tard pour rectifier le tir. L'incompétence et la préoccupation pour des futilités de la direction actuelle, depuis son arrivée au pouvoir il y a plus de trente-cinq ans, ont constitué un fardeau et un obstacle majeurs à toute évolution de l'autorité kurde. De l'imposition d'une succession héréditaire à la tête du parti à son extension aux postes gouvernementaux, malgré les échecs et les scandales qui ont touché la plupart des secteurs économiques, administratifs, militaires et sécuritaires, cette approche s'est avérée inefficace.

Le Moyen-Orient entre dans une phase de profonds bouleversements géostratégiques qui détermineront l'avenir de toutes les nations et de tous les peuples de la région. Si le destin du peuple kurde reste entre les mains de dirigeants traditionnels qui paralysent le processus politique et se montrent réticents à une réflexion critique sur les grands changements et événements historiques, d'autres décideront de son sort et de son avenir.

Quoi qu'il en soit, nous traversons actuellement une phase similaire à la bataille de Chaldiran et à ses conséquences, qui eut lieu le 23 août 1514 entre les forces ottomanes menées par le sultan Selim Ier (Yavuz) et les forces safavides menées par le shah Ismaïl Ier. Les événements ultérieurs révéleront si nous avons tiré des leçons de notre histoire, si riche en enseignements et en exemples, ou si, tout simplement, nous n'y parvenons pas.

Quant aux peuples arabes, ils sont confrontés à des choix difficiles : soit aller de l'avant avec les accords d'Abraham, soit retourner dans le giron de l'Empire turc, ou bien ces peuples ont-ils encore la volonté et l'énergie nécessaires pour conquérir leur liberté et leur indépendance et se débarrasser des dictatures odieuses qui leur sont imposées de l'étranger ?